



PRÉFET DE LA RÉGION NORMANDIE

DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT
DE NORMANDIE

SERVICE ÉNERGIE, CLIMAT, LOGEMENT
ET AMÉNAGEMENT DURABLE

Pôle Évaluation Environnementale

Affaire suivie par le pôle évaluation environnementale
Mail : pee.seclad.dreal-normandie@developpement-durable.gouv.fr

**Décision relative à la réalisation d'une évaluation environnementale
prise en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement,
après examen au cas par cas du projet de :**
**« Boisement de 12 hectares sur la commune de Moutiers-au-Perche »
(Orne)**

**Le Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R. 122-2, R. 122-3 et R. 122-6 ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 1^{er} avril 2019 portant nomination de Monsieur Pierre-André DURAND en qualité de préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° SGAR / 19.064 du 23 avril 2019 portant délégation de signature à Monsieur Patrick BERG, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie ;
- Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » ;
- Vu la demande d'examen au cas par cas n° 2018-002539 relative au projet de boisement de 12 hectares sur la commune de Moutiers-au-Perche (Orne), déposée par Monsieur Laurent DUPUID, reçue complète le 15 mars 2018, soumise à évaluation environnementale le 4 avril 2018 ;
- Vu la demande d'examen au cas par cas n° 2018-002790, déposée par Monsieur Laurent DUPUID, reçue complète le 17 septembre 2018, soumise à évaluation environnementale le 23 octobre 2018 ;
- Vu la nouvelle demande d'examen au cas par cas n° 2019-003280, déposée par Monsieur Laurent DUPUID, portant sur un projet modifié, reçue complète le 3 septembre 2019 ;
- Vu la contribution de l'Agence régionale de santé de Normandie en date du 10 septembre 2019 ;

Vu la contribution de la direction départementale des territoires de l'Orne en date du 24 septembre 2019 ;

Considérant la nature du projet qui consiste en la création, sur la commune de Moutiers-au-Perche, d'un boisement d'une surface de 12,06 ha sur les parcelles agricoles n° A 392 et A 420, lequel projet a pour objectif la production de bois d'œuvre ;

Considérant que le projet relève de la rubrique 47 concernant les « *premiers boisements et déboisements en vue de la reconversion de sols* » du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ; qu'il s'agit en l'espèce de « *premiers boisements d'une superficie totale de plus de 0,5 hectare* » (47.c) pour laquelle un examen au cas par cas est prévu afin de déterminer si la réalisation d'une évaluation environnementale est nécessaire ;

Considérant que le projet consiste à :

- planter des résineux à hauteur de 95 % (sapin de douglas) et des feuillus (chêne sessile, merisier, bouleau) à hauteur de 5 %, sur des prairies au sol limono-sableux, non pâturées depuis le mois de janvier 2018 ;

Considérant que la plantation quasiment monospécifique de douglas sur ces prairies :

- est susceptible de constituer une perte d'habitat pour les espèces Natura 2000 adaptées aux milieux ouverts (Pie-grièche écorcheur, Bondrée apivore, Busard Saint-Martin) et pour les chiroptères ;
- n'est pas favorable aux espèces forestières Natura 2000 (Pic noir, Pic mar, Pic cendré) ;
- de manière plus générale, n'est pas favorable à la biodiversité ;

Considérant ainsi qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis et des évolutions mises en avant par le pétitionnaire pour la réalisation de son projet, celui-ci apparaît susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et la santé humaine ;

Article 1^{er} :

Le projet de boisement de 12 hectares sur la commune de Moutiers-au-Perche (Orne) **est soumis à évaluation environnementale.**

Article 2 :

En fonction des informations fournies dans le dossier de demande d'examen au cas par cas, l'évaluation environnementale doit en particulier porter sur les impacts environnementaux liés à la perte d'habitat pour les espèces adaptées aux milieux ouverts, ceci sans préjudice de l'obligation pour le maître d'ouvrage de respecter le contenu de l'évaluation environnementale, conformément aux dispositions du code de l'environnement.

Article 3 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations et des procédures administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas serait exigible si les éléments de contexte ou les caractéristiques du projet présentés dans la demande examinée venaient à évoluer de manière significative.

Article 4 :

La présente décision sera publiée sur le site internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie : <http://www.normandie.developpement-durable.gouv.fr>.

POUR LE PRÉFET DE LA RÉGION NORMANDIE ET PAR DÉLÉGATION,
P/ LE DIRECTEUR RÉGIONAL DE L'ENVIRONNEMENT
DE L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT

03 OCT. 2019


Patrick BERG La Directrice adjointe
Karine BRULE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de Normandie

Voies et délais de recours

Les recours gracieux, hiérarchique ou contentieux sont formés dans les conditions du droit commun. Sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux, un recours administratif préalable est obligatoire. Il peut être gracieux ou hiérarchique et doit être formé dans un délai de deux mois suivant la mise en ligne de la présente décision. Un tel recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux doit être adressé à :

Monsieur le préfet de la région Normandie
Secrétariat général pour les affaires régionales
7 place de la Madeleine
CS16036
76 036 ROUEN CEDEX

Le recours hiérarchique doit être adressé à :

Madame la ministre de la Transition écologique et solidaire
Ministère de la Transition écologique et solidaire
Hôtel de Roquelaure
246 boulevard Saint-Germain
75 007 PARIS

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique. Il doit être adressé au :

Tribunal administratif de Rouen
53 avenue Gustave Flaubert
76 000 ROUEN

Ce dernier peut être également saisi par l'application Télérecours citoyens, accessible par le site www.telerecours.fr